Conto corrente con la posta

Anno 89° — Numero 44

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA
REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA

Roma - Sabato, 21 febbraio 1948

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONI DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 80-033 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 3000 Semestrale L. 1800 Trimestrale L. 1000 Un fascicolo L. 20
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 1600 - Semestrale L. 1000 Trimestrale L. 600 Un fascicolo L. 20
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

(Ai suddetti prezzi di abbonamento aggiungere, per tassa erariale, L. 12 per importi fino a L. 2000 e L. 16 per importi superiori).

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato - Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, Via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); Via del Corso 234 (angolo Via Marco Minghetti 23-24); Via Firenze 37 (palazzo del Ministero della Guerra); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele 3; in NAPOLI, Via Chiaia 5; e presso le Librerie depositarie di Roma e di tutti i Capiluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della « Gazzetta Ufficiale » si ricevono in ROMA — presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni — Via XX Settembre — Palazzo del Ministero delle Finanze). La filiale della Libreria dello Stato in Milano, Galleria Vittorio Emanuele 3, è autorizzata ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1947

1948

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI

SUPPLEMENTI DEI BOLLETTINI DELLE OBBLIGAZIONI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 16 dicembre 1947, n. 1672.

Approvazione degli Accordi di carattere economico, conclusi in Roma, tra l'Italia ed i Paesi Bassi, il 30 agosto 1946.

IL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO

Ha sanzionato e promulga la seguente legge approvata dall'Assemblea Costituente:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data ai seguenti Accordi conclusi a Roma, fra l'Italia ed i Paesi Bassi il 30 agosto 1946:

a) Accordo commerciale;
b) Accordo di pagamento;
c) Scambio di Note relativo agli Accordi commerciale e di pagamento.

Art. 2.

La presente legge entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto dal 30 agosto 1946.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 16 dicembre 1947

DE NICOLA

DE GASPERI — SFORZA — DEL VECCHIO — TOGNI — MERZAGORA

Visto, il Guardasigilli: GRASSI

Accord commercial entre l'Italie et les Pays Bas

Le Gouvernement Italien et le Gouvernement des Pays Bas, désireux de reprendre et de développer dans toute la mesure du possible les échanges commerciaux entre leurs Pays, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1.

L'Italie et les Pays Bas, s'accorderont un traitement aussi favorable que possible dans l'octroi réciproque des autorisations d'importation et d'exportation, de manière à retrouver aussitôt que possible le rythme normal de leurs échanges traditionnels.

Art. 2.

Le Gouvernement Italien autorisera l'exportation vers les Pays Bas des marchandises, indiquées à la liste *A* ci-annexée, à concurrence des quantités ou des valeurs qui y sont fixées pour chaque produit; de son côté, le Gouvernement néerlandais autorisera l'importation dans les Pays Bas desdites marchandises, à concurrence des quantités ou des valeurs fixées dans la même annexe.

Le Gouvernement néerlandais autorisera l'exportation vers l'Italie des marchandises, indiquées à la liste *B* ci-annexée, à concurrence des quantités ou des valeur qui y sont fixées pour chaque produit; de son côté le Gouvernement Italien autorisera l'importation en Italie desdites marchandises, à concurrence des quantités ou des valeurs fixées dans la même annexe.

Art. 3.

Les contingents indiqués aux listes *A* et *B* ci-annexées sont valables pour la période d'un an à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent Accord.

Art. 4.

Les deux Gouvernements pourront d'un commun accord augmenter les contingents prévus dans les annexes *A* et *B*, ainsi qu'y ajouter d'autres contingents pour d'autres marchandises.

Art. 5.

La livraison des marchandises dont la distribution est contrôlée par les « Combined Boards » à Washington ou par d'autres organisations qui pourraient leur être substituées, sera soumise aux dispositions prises par les dites organisations.

Art. 6.

Pour faciliter les échanges commerciaux entre les deux Pays, il sera constitué une Commission mixte composée de représentants officiels néerlandais et de représentants officiels italiens.

Cette Commission aura mandat de faire toute proposition tendant à améliorer les relations commerciales entre l'Italie et les Pays Bas. Elle sera chargée de surveiller l'application du présent Accord et se réunira à la demande du Président de l'une ou de l'autre des deux Délégations.

Art. 7.

Au cas où, pendant la durée d'application du présent Accord, l'utilisation des contingents mutuels ne serait pas en équilibre, la Commission mixte examinera les mesures à prendre en vue de rétablir cet équilibre et pourra, à cet effet, admettre aussi des affaires de réciprocité ou des compensations privées, ayant ou non pour objet les marchandises prévues aux listes *A* et *B* ci-annexées.

Art. 8.

Les deux Gouvernements s'engagent à se donner réciproquement tous renseignements utiles en ce qui concerne la délivrance des licences d'importation et d'exportation.

Art. 9.

Le présent Accord est valable pour une periode d'une année et il entrera en vigueur le jour de sa signature.

Il sera renouvelé par tacite réconduction pour une autre période d'une année, et ainsi de suite d'année en année, à moins que l'une ou l'autre des deux Parties Contractantes ne le dénonce avec un préavis de 3 mois.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 30 août 1946

Pour l'Italie
DE GASPERI

Pour les Pays Bas
W. J. G. GEVERS

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

LISTE A.

EXPORTATIONS ITALIENNES VERS LES PAYS BAS

MARCHANDISES			Quantité ou valeur
Graines potagères		fl.	50.000
Semences à fleur		»	40.000
Produits de pépinières		»	200.000
Fruits frais		t.	500
Fruits secs (amandes, noisettes, noix, pistaches, pignons)		fl.	800.000
Baies de genévrier		t.	50
Agrumes		»	3.000
Jus d'agrumes		»	35
Ecorces d'agrumes		»	25
Feuilles de laurier		»	45
Herboristeries		»	5
Vins et vermouth		fl.	1.000.000
Huiles éthériques et essentielles d'agrumes		»	250.000
Spathflour (fluorine)		t.	400
Soufre		»	350
Amiante		fl.	200.000
Barytine		»	200.000
Marbre brut		»	250.000
Pierres de construction (granit, travertin)		»	250.000
Corail rouge demi-ouvré et travaillé		»	150.000
Pierre ponce		»	15.000
Bois pour appareils de T.S.F.		»	25.000
Matières tannantes		»	500.000
Peaux tannées d'agneaux		»	60.000
Eponges		»	40.000
Celluloïd brut		»	800.000
Articles en celluloïd		»	200.000
Produits chimiques divers:		fl.	285.000
dont: sublimat	fl. 70.000		
acide borique et borax	» 15.000		
metaphenylendiémine	t. 10		
acide tartrique	» 5		
Produits pharmaceutiques		»	200.000
Permanganate de potasse		t.	100
Oxyde de plomb		»	1.000
Ureum		»	400
Crin végétal		»	500
Soie grege		»	1
Chanvre		»	200
Fils de chanvre		»	150
Fils de crêpe et de frisotine		fl.	750.000
Tissus:			
en laine et en laine mélangée		»	300.000
en fibres artificielles, purs et mélangés		»	500.000
en coton		»	200.000
en fibres artificielles pour être imprimés		»	350.000
Bas et chaussettes		pairs	500.000
Clôches de chapeaux pour hommes en feutre		pièces	80.000
Chapeaux en feutre pour hommes		»	10.000
Gants de peaux		fl.	50.000
Boutons de corozo et autres		»	200.000
Produits de l'artisanat		»	400.000

Suite: LISTE A

MARCHANDISES			Quantité ou valeur
Verres à vitre		m²	500.000
Verres et montures de lunettes et pièces detachées		fl.	150.000
Accessoires odontologiques:			
dents et molaires artificielles, brosses pour polir les dents		»	50.000
Instruments chirurgicaux et odonthologiques		»	100.000
Instruments optiques, de précision et de mesurage		»	200.000
Articles en caoutchouc et simil-caoutchouc destinées à l'usage technique et médicinal		»	150.000
Articles de cuir à l'usage technique		»	20.000
Tuyaux sans soudures et raccords		»	500.000
Produits Philips		fl.	90.000
— machines et outils	fl. 50.000		
— émetteurs, conduites à réception, condensateurs, supports	» 40.000		
Porcelaines électrotechniques, matériaux d'installation et d'isolation		»	850.000
Papier pour imprimerie d'art		»	500.000
Papier à cigarettes en rouleaux et bobines		»	65.000
Papier à cigarettes en carnets et tubes		»	35.000
Cellophane		»	50.000
Colorants		»	1.000.000
Ouvrages en verre technique		»	50.000
Chaines et pièces détachées pour bicyclettes		»	200.000
Voitures et pièces détachées		»	1.000.000
— voiture	fl. 700.000		
— pièces detachées	» 300.000		
Roulements à billes		»	750.000
Pièces détachées pour tracteurs agricoles		»	20.000
Moteurs électriques et matériaux connecteurs		»	400.000
Machines diverses et outils:		»	4.000.000
— machines à travailler les métaux			
— machines à travailler la pierre et le granit			
— machines pour la fabrication de savon			
— compresseurs pour oxygène et nitrogène			
— machines pour l'industrie de cuir, des presses et des machines à carreaux, et pour l'industrie graphique			
— machines pour les articles de confection et machines textiles			
— moteurs Diesel			
— appareils pour l'application de l'électricité			
— machines autres non dénommées			
Machines à écrire, machines à calculer, caisses enregistreuses et autres machines de bureau		»	250.000
Machines à coudre		pièces	500
Instruments de musique et pièces détachées		fl.	120.000
Livres, journaux, publications périodiques, éditions musicales		»	20.000
Autres marchandises		»	1.500.000

LISTE *B*.

EXPORTATIONS NEERLANDAISES VERS L'ITALIE

MARCHANDISES		Quantité ou valeur
Taureaux et taurillons (1)	têtes	150
Vaches et génisses (1)	»	2.350
Moutons et béliers d'élévage	»	100
Poissons de mer	t.	100
Harengs salés	»	200
Pois secs de semence	»	1.000
Pois-cassés secs	»	250
Pois secs verts	»	750
Pommes de terre de semence	»	15.000
Graines de lin de semence	»	115
Huile de noyaux	»	1.000
Cire raffinée	»	200
Lin teillé	»	150
Fonte	»	3.000
Fils de molybdène, tungstène, zirconium	fl.	60.000
Sables pour verrerie et métallurgie	»	300.000
Huiles de goudron neutres	t.	100
Benzol	»	5.000
Toluol, xylol	»	100
Huiles éthériques, essentielles, synthétiques et compositions	fl.	100.000
Bioxyde de manganèse	t.	500
Produits chimiques divers	fl.	800.000
dont: acide oxalique t. 50		
— chlorure de méthyl » 20		
— gélatine pour la photographie fl. 75.000		
— acide lactique t. 20		
— cyanure de potassium et sodium » 250		
— produit diazoïques et azoïques fl. 40.000		
Naphtaline raffinée	t.	400
Anthracène brut	»	200
Anthracène purifié	»	300
Sels et sulfate de quinquina	»	2
Pyridine	»	1
Alcools gras	»	300
Graines de carvi	»	50
Produits pharmaceutiques, y compris l'insuline	fl.	160.000
Couleurs sèches et laques	»	300.000
Encres d'imprimerie	»	100.000
Charbon actif	t.	200
Livres, journaux, publications périodiques et éditions musicales	fl.	20.000

(1) Afin d'être admis à l'importation, les animaux de race bovine dont il s'agit doivent résulter enregistrés dans les livres généalogiques de l'espèce pie noire de Frise in Leeuwarden ou néerlandaise à la Haye, et avoir ler qualité morphofonctionnelles prévues par le Ministère italien de l'Agricolture qui seront vérifiées par un contrôle technique spécial de la part du Ministère susdit.

Suite: LISTE *B*

MARCHANDISES		Quantité ou valeur
Diamants industriels et autres	fl.	500.000
Fécule de pomme de terre	t.	1.000
Dérivés de fécule de pomme de terre	»	350
Semences de fleurs	fl.	40.000
Semences de betteraves sucrières	t.	170
Graines potagères	fl.	50.000
Oignons à fleurs	t.	100
Produits de pépinières	fl.	200.000
Boyaux salés	»	30.000
Lampes à incandescence	»	50.000
Produits Philips, dont à la spécification ci-jointe	»	1.621.260
Boutons fantaisie	»	20.000
Chiffons de produits textiles	»	800.000
Autres marchandises	»	2.000.000

ANNEXE À LA LISTE *B*.

SPECIFICATION EXPORTATION PRODUITS PHILIPS

MARCHANDISES	Florins
Machines pour fabrication d'appareils et pièces détachées	50.000
Philips Philishave	
Dynamo à main	200.000
Appareils d'éclairage	
Appareils de rayonnement	
Redresseurs et lampes de résistance	31.500
Articles pour industries	20.835
Voltimètres et Ampèremetres	3.000
Tubes pour T. S. F. exclusion faite pour les modèles dont est possible la fabrication en Italie	10.000
Machines pour la fabrication des accessoires de tubes pour T. S. F.	35.000
Appareils de mesure	20.000
Lampes à incandescence	155.000
Tubes à décharge lumineuse et accessoires	299.650
Pièces détachées pour la fabrication de lampes à incandescence	493.930
Amplificateurs	60.000
Cinéma	10.000
Tubes émetteurs, exclusion faite pour les modèles dont est possible la fabrication en Italie	10.000
Machines pour la fabrication de pièces détachées pour tubes émetteurs	10.000
Appareils Röntgen	20.000
Diamants	180.000
Publications téchniques et scientifiques	10.525
Echantillons et matériel de propagande	
Pièces détachées pour service	1.820
	1.621.260

Accord de paiement entre l'Italie et les Pays Bas

Le Gouvernement Italien et le Gouvernement des Pays Bas, dans le but de régler le trafic des paiements courants entre l'Italie et les Pays Bas, sont convenus de ce qui suit:

Art. 1.

La « De Nederlandsche Bank » ouvrira au nom de le « Ufficio Italiano dei Cambi » un compte en florins, au crédit duquel sera portée la contrevaleur de toutes sommes destinées à régler les paiements courants, que des personnes morales ou physiques résidant aux Pays Bas auront à effectuer à profit de personnes morales ou physiques résidant en Italie.

Art. 2.

Le « Ufficio Italiano dei Cambi » effectuera, par le débit de ce compte, tous paiements courants que des personnes morales ou physiques résidant en Italie auront à exécuter à profit de personnes morales ou physiques résidant aux Pays Bas.

Sans préjudice de ce qui est dit aux art. 4 et 8 ci-après, le « Ufficio Italiano dei Cambi » ne pourra demander le transfert en dehors des Pays Bas des avoirs qu'il se constituera à la « De Nederlandsche Bank » conformément aux dispositions de l'art. 1 du présent Accord, ni obtenir la conversion de ces avoirs en or ou en devises étrangères.

Art. 3.

Sur une base de réciprocité, les autorités compétentes des deux Pays donneront, dans les limites de leur règlementation respective en matière de change, les autorisations nécessaires pour que puissent être effectués les paiements courants visés aux art. 1 et 2 ci-dessus.

Art. 4.

Si le solde créditeur ou débiteur du compte prévu à l'art. 1 vient à dépasser le chiffre de 4 millions de florins, le Pays créancier pourra cesser d'accepter des versements ultérieurs à travers le compte même.

Art. 5.

Si la parité du florin néerlandais venait à être modifiée par rapport à l'or, le solde débiteur ou créditeur du compte visé à l'art. 1 du présent Accord sera ajusté le jour de cette modification et en proportion de celle-ci.

Art. 6.

L'Institution débitrice pourra en tout temps racheter tout ou partie du solde par un paiement en une monnaie acceptée par l'autre Institution.

Art. 7.

Au cas où le compte de le « Ufficio Italiano dei Cambi » auprès de la « De Nederlandsche Bank » viendrait à être débiteur ou créditeur d'un montant excédant 2 millions de florins, la fraction du solde dépassant ce montant portera intérêt à 2 % « par annum pro rata temporis » à charge de l'Institution débitrice.

Art. 8.

A l'expiration du présent Accord le solde subsistant après liquidation des opérations en suspens, sera remboursé en 3 annuités égales, dans la monnaie du Pays créancier, dans le cadre de la règlementation des changes en vigueur dans ce Pays, ou à défaut de celle-ci, dans une monnaie tierce acceptée par le Pays créancier.

Le montant du solde portera intérêt à 3 % par annum.

Art. 9.

Si les Parties Contractantes adhèrent à une Convention monétaire plurilatérale avant l'expiration du présent Accord, elles reverront les termes de ce dernier, en vue d'y apporter toutes les modifications qui seraient jugées nécessaires.

Art. 10.

Le présent Accord est valable pour une période d'une année et il entrera en vigueur le jour de sa signature.

Il sera renouvelé par tacite réconduction pour une autre période d'une année, et ainsi de suite d'année en année, à moins que l'une ou l'autre des deux Parties Contractantes ne le dénonce avec un préavis de trois mois.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 30 août 1946

Pour l'Italie — DE GASPERI

Pour les Pays Bas — W. J. G. GEVERS

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 30 août 1946

Monsieur le Ministre,

Me référant aux pourparlers qui ont eu lieu ces jours-ci à Rome, j'ai l'honneur de Vous prier de bien vouloir prendre note de ce qui est convenu concernant les échanges compensés privés.

Les affaires de compensations privées, qui ont été approuvées par les deux Gouvernements avant l'entrée en vigueur de l'Accord commercial italo-néerlandais, signé en date d'aujourd'hui, seront réalisées aussitôt que possible.

Ensuite il est convenu qu'en principe les deux Gouvernements n'admettront plus de compensations privées à partir d'aujourd'hui sauf dans le cas où les dispositions de l'art. 7 de l'Accord commercial devraient être appliquées.

Je Vous serais obligé si Vous vouliez confirmer Votre accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

W. J. G. GEVERS

Son Excellence Monsieur Alcide DE GASPERI
Ministre des Affaires Etrangères - ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 30 août 1946

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Par lettre en date de ce jour, Vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit:

« Me référant aux pourparlers qui ont eu lieu ces jours-ci à Rome, j'ai l'honneur de Vous prier de bien

vouloir prendre note de ce qui est convenu concernant les échanges compensés privés.

Les affaires de compensations privées, qui ont été approuvées par les deux Gouvernements avant l'entrée en vigueur de l'Accord commercial italo-néerlandais, signé en date d'aujourd'hui, seront réalisées aussitôt que possible.

Ensuite il est convenu qu'en principe les deux Gouvernements n'admettront plus de compensations privées à partir d'aujourd'hui sauf dans le cas où les dispositions de l'art. 7 de l'Accord commercial devraient être appliquées.

Je Vous serais obligé si Vous vouliez confirmer Votre accord sur ce qui précède ».

J'ai l'honneur de Vous faire savoir que je suis d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma haute considération.

DE GASPERI

M. le Baron W. J. G. GEVERS
Chargé d'Affaires des Pays Bas ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 30 août 1946

Monsieur le Ministre,

L'article 5 de l'Accord Commercial italo-néerlandais signé en date de ce jour prévoit ce qui suit: « La livraison des marchandises dont la distribution est contrôlée par les « Combined Boards » à Washington ou par d'autres organisations qui pourraient leur être substituées, sera soumise aux dispositions prises par les dites organisations ».

J'ai l'honneur de porter à Votre connaissance que le Gouvernement néerlandais se réserve d'interpréter l'article en question comme n'obligeant les Pays Bas qu'au seul cas où il aurait reconnu officiellement l'existence des organisations dont il est question dans cet article.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour Vous renouveler les assurances de ma plus haute considération.

W. J. G. GEVERS

Son Excellence Monsieur Alcide DE GASPERI
Ministre des Affaires Etrangères ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 30 août 1946

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Par lettre en date de ce jour Vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit:

« L'article 5 de l'Accord Commercial italo-néerlandais signé en date de ce jour prévoit ce qui suit: « La livraison des marchandises dont la distribution est contrôlée par les « Combined Boards » à Washington ou par d'autres organisations qui pourraient leur être substituées, sera soumise aux dispositions prises par les dites organisations ».

J'ai l'honneur de porter à Votre connaissance que le Gouvernement néerlandais se réserve d'interpréter l'article en question comme n'obligeant les Pays Bas qu'au seul cas où il aurait reconnu officiellement l'existence des organisations dont il est question dans cet article ».

J'ai l'honneur de Vous faire savoir que je suis d'accord sur ce qui précède.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Chargé d'Affaires, pour Vous renouveler les assurances de ma haute considération.

DE GASPERI

M. le Baron W. J. G. GEVERS
Chargé d'Affaires des Pays Bas ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 30 août 1946

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Me référant à l'Accord de Paiement signé en date de ce jour par le Gouvernement Italien et le Gouvernement des Pays Bas, j'ai l'honneur de Vous proposer de considérer comme paiements courants ceux afférant aux:

1. Fournitures de marchandises à l'exclusion des marchandises en transit.

2. Services commerciaux et autres:

frais de transport relatifs à tout genre de trafic maritime, fluvial, terrestre ou aérien;

autres frais connexes au mouvement des marchandises;

frais d'entreposage, de dédouanement, etc.;

assurances-marchandises (primes et indemnités);

commissions, courtages, frais de représentations, etc.;

frais de transformation, d'usinage, de réparation, etc.;

salaires, honoraires, etc.;

frais et bénéfices résultant du commerce de transit;

frêts relatifs à des transports sur navires néerlandais ou navires italiens.

3. Opérations assimilées aux transactions commerciales:

assurances diverses et réassurances (primes, pensions, rentes, indemnités);

frais d'entretien et de subsistance;

frais de voyage, d'écolage, d'hospitalisation;

dépenses et recettes de services publics (impôts, amendes, etc.);

entretien des postes diplomatiques et consulaires, etc.;

règlements périodiques des administrations des postes, télégraphes, téléphones et des entreprises publiques de transport;

redevances, cotisations, abonnements et autres frais semblables;

droits et redevances de brevets, licences, marques de fabrique, droits d'auteur, droits d'exploitation de films, etc.;

participation des succursales aux frais de gestion du siège central.

De plus, sera considéré comme paiement courant tout autre paiement que les deux Gouvernements, ou les autorités compétentes désignées par eux à cette fin, conviendraient d'inclure dans la liste ci-dessus.

Les paiements courants seront considerés tels pourvu qu'ils se réfèrent à des dettes venues à l'échéance après l'entrée en vigueur de l'Accord de Paiement.

Je Vous serais gré de bien vouloir me marquer l'accord du Gouvernement des Pays Bas sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma haute considération.

DE GASPERI

M. le Baron W. J. G. GEVERS
Chargé d'Affaires des Pays Bas - ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 30 août 1946

Monsieur le Ministre,

Par lettre en date de ce jour Vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit:

« Me référant à l'Accord de Paiement signé en date de ce jour par le Gouvernement Italien et le Gouvernement des Pays Bas, j'ai l'honneur de Vous proposer de considérer comme paiements courants ceux afférant aux:

1. Fournitures de marchandises à l'exclusion des marchandises en transit.

2. Services commerciaux et autres:

frais de transport relatifs à tout genre de trafic maritime, fluvial, terrestre ou aérien;

autres frais connexes au mouvement des marchandises;

frais d'entreposage, de dédouanement, etc.;

assurances-marchandises (primes et indemnités);

commissions, courtages, frais de représentations, etc.;

frais de transformation, d'usinage, de réparation, etc.;

salaires, honoraires, etc.;

frais et bénéfices résultant du commerce de transit;

frêts relatifs à des transports sur navires néerlandais ou navires italiens.

3. Opérations assimilées aux transactions commerciales:

assurances diverses et réassurances (primes, pensions, rentes, indemnités);

frais d'entretien et de subsistance;

frais de voyage, d'écolage, d'hospitalisation;

dépenses et recettes de services publics (impôts, amendes, etc.);

entretien des postes diplomatiques et consulaires, etc.;

règlements périodiques des administrations des postes, télégraphes, téléphones et des entreprises publiques de transport;

redevances, cotisations, abonnements et autres frais semblables;

droits et redevances de brevets, licences, marques de fabrique, droits d'auteur, droits d'exploitation de films, etc.;

participation des succursales aux frais de gestion du siège central.

De plus, sera considéré comme paiement courant tout autre paiement que les deux Gouvernements, ou les autorités compétentes désignées par eux à cette fin, conviendraient d'inclure dans la liste ci-dessus.

Les paiements courants seront considerés tels pourvu qu'ils se réfèrent à des dettes venues à l'échéance après l'entrée en vigueur de l'Accord de Paiement.

Je Vous serais gré de bien vouloir me marquer l'accord du Gouvernement des Pays Bas sur ce qui précède ».

J'ai l'honneur de Vous faire savoir que je suis d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

W. J. G. GEVERS

Son Excellence Monsieur Alcide DE GASPERI
Ministre des Affaires Etrangères - ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 30 août 1946

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Me référant à l'Accord de Paiement signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de Vous communiquer ce qui suit:

1. — Le cours officiel de change entre la lire et le florin s'établit à lires 37,6485 pour 1 florin, ce qui résulte des cours moyens de la livre sterling à Amsterdam et du dollar à Rome, ainsi que du cours moyen du dollar à Londres.

Dans le cas où l'un des deux Pays viendrait à modifier la valeur de sa monnaie par rapport à l'or ou aux devises étrangères, il en aviserait immédiatement l'autre. La « De Nederlandsche Bank » et le « Ufficio Italiano dei Cambi » se mettront d'accord sans délai pour fixer le nouveau cours de change entre la lire et le florin qui résulterait de cette modification.

2. — A la suite des versements qui seront effectués au compte en florins visé à l'art. 1 de l'Accord de Paiement, le « Ufficio Italiano dei Cambi » règlera aux bénéficiaires en Italie la contrevaleur au cours officiel, en majorant ces paiements d'une quote additionnelle dans les conditions fixées par le D.L.L. du 4 janvier 1946, n. 2. De même, les débiteurs en Italie verseront, outre la contrevaleur en lires au taux officiel de change des montants en florins ou en autres devises dont ils seront redevables envers leurs créanciers dans les Pays Bas, le montant de la quote additionnelle prévue par ledit D.L.L. du 4 janvier 1946, n. 2.

3. — La quote additionnelle visée par l'alinéa précédent a été fixée, jusqu'à nouvel avis, à 125 % de la contrevaleur en lires, au taux officiel, des devises étrangères que les personnes résidant en Italie achètent ou vendent à le « Ufficio Italiano dei Cambi ». Toute modification de ladite quote additionnelle sera notifiée sans délai à la « De Nederlandsche Bank ».

4. — Toute modification de la quote additionnelle sera appliquée aux opérations effectuées par l'intermédiaire du compte prévue à l'art. 1 de l'Accord de Paie-

ment postérieurement à la date de la modification intervenue.

5. — Les cessions des devises qui pourraient éventuellement être effectuées à la suite de ce qui est prévu aux art. 6 et 8 de l'Accord de Paiement s'effectueront sur la base du cours moyen de ces devises pratique par l'Institution cessionnaire.

Je Vous serais gré de vouloir bien me marquer l'accord du Gouvernement des Pays Bas sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma haute considération.

DE GASPERI

M. le Baron W. J. G. GEVERS
Chargé d'Affaires des Pays Bas ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 30 août 1946

Monsieur le Ministre,

Par lettre en date de ce jour Vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit:

« Me référant à l'Accord de Paiement signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de Vous communiquer ce qui suit:

1. — Le cours officiel de change entre la lire et le florin s'établit à lires 37,6485 pour 1 florin, ce qui résulte des cours moyens de la livre sterling à Amsterdam et du dollar à Rome, ainsi que du cours moyen du dollar à Londres.

Dans le cas où l'un des deux Pays viendrait à modifier la valeur de sa monnaie par rapport à l'or ou aux devises étrangères, il en aviserait immédiatement l'autre. La « De Nederlandsche Bank » et le « Ufficio Italiano dei Cambi » se mettront d'accord sans délai pour fixer le nouveau cours de change entre la lire et le florin qui résulterait de cette modification.

2. — A la suite des versements qui seront effectués au compte en florins visé à l'art. 1 de l'Accord de Paiement, le « Ufficio Italiano dei Cambi » règlera aux bénéficiaires en Italie la contrevaleur au cours officiel, en majorant ces paiements d'une quote additionnelle dans les conditions fixées par le D.L.L. du 4 janvier 1946, n. 2. De même, les débiteurs en Italie verseront, outre la contrevaleur en lires au taux officiel de change des montants en florins ou en autres devises dont ils seront redevables envers leurs créanciers dans les Pays Bas, le montant de la quote additionnelle prévue par ledit D.L.L. du 4 janvier 1946, n. 2.

3. — La quote additionnelle visée par l'alinéa précédent a été fixée, jusqu'à nouvel avis, à 125 % de la contrevaleur en lires, au taux officiel, des devises étrangères que les personnes résidant en Italie achètent ou vendent à le « Ufficio Italiano dei Cambi ». Toute modification de ladite quote additionnelle sera notifiée sans délai à la « De Nederlandsche Bank ».

4. — Toute modification de la quote additionnelle sera appliquée aux opérations effectuées par l'intermédiaire du compte prévue à l'art. 1 de l'Accord de Paiement postérieurement à la date de la modification intervenue.

5. — Les cessions des devises qui pourraient éventuellement être effectuées à la suite de ce qui est prévu aux art. 6 et 8 de l'Accord de Paiement s'effectueront sur la base du cours moyen de ces devises pratiqué par l'Institution cessionnaire.

Je Vous serais gré de vouloir bien me marquer l'accord du Gouvernement des Pays Bas sur ce qui précède ».

J'ai l'honneur de Vous faire savoir que je suis d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

W. J. G. GEVERS

Son Excellence Monsieur Alcide DE GASPERI
Ministre des Affaires Etrangères ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 30 août 1946

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Me référant aux Notes échangées en date de ce jour pour la définition des paiements courants j'ai l'honneur de Vous confirmer que seront considérés comme paiements courants et en conséquence admis au règlement à travers le compte visé à l'art. 1 de l'Accord de Paiements:

a) les montants dus à titre de pensions, rentes et similaires, échus avant la date de l'entrée en vigueur de l'Accord de Paiements;

b) la différence entre les montants avancés jusqu'à ce moment par les Ministères des Affaires Etrangères italien et néerlandais pour l'entretien des postes diplomatiques néerlandais en Italie respectivement des postes diplomatiques italiens aux Pays Bas.

Ce montant sera determiné d'entente entre les deux Ministères susmentionnés.

Je Vous serais gré de bien vouloir me marquer Votre accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma haute considération.

DE GASPERI

M. le Baron W. J. G. GEVERS
Chargé d'Affaires des Pays Bas - ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 30 août 1946

Monsieur le Ministre,

Par lettre en date de ce jour Vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit:

« Me référant aux Notes échangées en date de ce jour pour la définition des paiements courants j'ai l'honneur de Vous confirmer que seront considérés comme paiements courants et en conséquence admis au règlement à travers le compte visé à l'art. 1 de l'Accord de Paiements:

a) les montants dus à titre de pensions, rentes et similaires, échus avant la date de l'entrée en vigueur de l'Accord de Paiements;

b) la différence entre les montants avancés jusqu'à ce moment par les Ministères des Affaires Etrangères italien et néerlandais pour l'entretien des postes diplomatiques néerlandais en Italie respectivement des postes diplomatiques italiens aux Pays Bas.

Ce montant sera determiné d'entente entre les deux Ministères susmentionnés.

Je Vous serais gré de bien vouloir me marquer Votre accord sur ce qui précède ».

J'ai l'honneur de Vous faire savoir que je suis d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

W. J. G. GEVERS

Son Excellence Monsieur Alcide DE GASPERI
Ministre des Affaires Etrangères ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 30 août 1946

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Me référant à ce qui est établi à l'art. 4 de l'Accord de Paiement signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de Vous communiquer ce qui suit:

Le Gouvernement Italien et le Gouvernement des Pays Bas se mettront sans délai en rapport dès que le solde débiteur ou créditeur du compte en florins visé à l'art. 1 de l'Accord susdit dépassera le chiffre de 3 millions de florins, afin de prendre de commun accord les mesures nécessaires pour rétablir l'équilibre. Les deux Gouvernements s'efforceront en premier lieu de trouver une solution apte à réjoindre le but susdit moyennant des livraisons supplémentaires de marchandises.

Je Vous serais gré de vouloir bien me marquer l'accord du Gouvernement des Pays Bas sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma haute considération.

DE GASPERI

M. le Baron W. J. G. GEVERS
Chargé d'Affaires des Pays Bas ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 30 août 1946

Monsieur le Ministre,

Par lettre en date de ce jour Vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit:

« Me référant à ce qui est établi à l'art. 4 de l'Accord de Paiement signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de Vous communiquer ce qui suit:

Le Gouvernement Italien et le Gouvernement des Pays Bas se mettront sans délai en rapport dès que le solde débiteur ou créditeur du compte en florins visé à l'art. 1 de l'Accord susdit dépassera le chiffre de 3 millions de florins, afin de prendre de commun accord les mesures nécessaires pour rétablir l'équilibre. Les deux Gouvernements s'efforceront en premier lieu de trouver une solution apte à réjoindre le but susdit moyennant des livraisons supplémentaires de marchandises.

Je Vous serais gré de vouloir bien me marquer l'accord du Gouvernement des Pays Bas sur ce qui précède ».

J'ai l'honneur de Vous faire savoir que je suis d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

W. J. G. GEVERS

Son Excellence Monsieur Alcide DE GASPERI
Ministre des Affaires Etrangères - ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 30 août 1946

Monsieur le Ministre,

A la suite des conversations qui ont eu lieu à ce sujet, j'ai l'honneur de Vous informer que le Gouvernement néerlandais est disposé à admettre, dans la période d'une année, à partir de la date de l'entrée en vigueur de l'Accord de Paiement signé aujourd'hui, l'importation dans les Pays Bas de 30 grands films italiens.

Le règlement du prix convenu pour ces films sera effectué à travers le compte en florins prévu à l'art. 1 de l'Accord de paiement susdit.

Je Vous serais gré de bien vouloir me marquer Votre accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

W. J. G. GEVERS

Son Excellence Monsieur Alcide DE GASPERI
Ministre des Affaires Etrangères - ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 30 août 1946

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Par lettre en date de ce jour Vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit:

« A la suite des conversations qui ont eu lieu à ce sujet, j'ai l'honneur de Vous informer que le Gouvernement néerlandais est disposé à admettre, dans la période d'une année, à partir de la date de l'entrée en vigueur de l'Accord de Paiement signé aujourd'hui, l'importation dans les Pays Bas de 30 grands films italiens.

Le règlement du prix convenu pour ces films sera effectué à travers le compte en florins prévu à l'art. 1 de l'Accord de paiement susdit.

Je Vous serais gré de bien vouloir me marquer Votre accord sur ce qui précède ».

J'ai l'honneur de Vous faire savoir que je suis d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma haute considération.

DE GASPERI

M. le Baron W. J. G. GEVERS
Chargé d'Affaires des Pays Bas - ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION NÉERLANDAISE
AU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE

Rome, le 30 août 1946

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de porter à Votre connaissance que le Gouvernement néerlandais n'est pas à même à l'heure actuelle de prendre dans le présent Accord des engagements pour la livraison de produits provenant des Indes néerlandaises, tant que la situation politique n'y a pas été éclaircie; il en est de même pour l'application de l'accord monétaire.

Toutefois et dès que cette situation le permettra, le Gouvernement néerlandais ne tardera pas à reprendre contact avec le Gouvernement italien en vue de l'extension des échanges commerciaux aux produits d'outremer, ainsi que de l'application des dispositions de l'accord monétaire aux dits territoires.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Le Président
de la Délégation néerlandaise
SPIERENBURG

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE
LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION NÉERLANDAISE

Rome, le 30 août 1946

Monsieur le Président,

Par lettre en date de ce jour Vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit:

« J'ai l'honneur de porter à Votre connaissance que le Gouvernement néerlandais n'est pas à même à l'heure actuelle de prendre dans le présent Accord des engagements pour la livraison de produits provenant des Indes néerlandaises, tant que la situation politique n'y a pas été éclaircie; il en est de même pour l'application de l'accord monétaire.

Toutefois et dès que cette situation le permettra, le Gouvernement néerlandais ne tardera pas à reprendre contact avec le Gouvernement italien en vue de l'extension des échanges commerciaux aux produits d'outremer, ainsi que de l'application des dispositions de l'accord monétaire aux dits territoires ».

Je Vous assure d'avoir pris bonne note de ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Le Président
de la Délégation italienne
A. DI NOLA

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

DECRETO DEL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO 26 ottobre 1947, n. 1673.

Dichiarazione formale dei fini della Confraternita del SS.mo Sacramento in Veroli (Frosinone).

N. 1673. Decreto del Capo provvisorio dello Stato 26 ottobre 1947, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene provveduto alla dichiarazione formale dei fini della Confraternita del SS.mo Sacramento, nella chiesa cattedrale di Veroli (Frosinone).

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 10 febbraio 1948

DECRETO LEGISLATIVO 11 febbraio 1948, n. 50.

Sanzioni per omessa denuncia di stranieri o apolidi.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 4 del decreto-legge luogotenenziale 25 giugno 1944, n. 151, con le modificazioni ad esso apportate dall'art. 3, comma primo, del decreto legislativo luogotenenziale 16 marzo 1946, n. 98;

Viste le disposizioni transitorie I e XV della Costituzione;

Visto l'art. 87, comma quinto, della Costituzione;

Sulla proposta del Ministro per l'interno, di concerto col Ministro per la grazia e giustizia;

PROMULGA

il seguente decreto legislativo, approvato dal Consiglio dei Ministri con deliberazione del 5 febbraio 1948:

Art. 1.

Per le contravvenzioni alle norme dell'art. 109 del testo unico delle leggi di pubblica sicurezza, approvato con regio decreto 18 giugno 1931, n. 773, qualora la persona cui viene dato alloggio sia di cittadinanza straniera ovvero apolide, la misura delle pene previste dall'art. 665, ultimo comma, del Codice penale e successive modificazioni, è raddoppiata e si applica la pena dell'arresto, cui può essere aggiunta quella dell'ammenda.

Art. 2.

Chiunque a qualsiasi titolo dà alloggio ovvero ospita uno straniero od un apolide, anche se parente od affine, o lo assume, per qualsiasi causa, alle proprie dipendenze, è tenuto a comunicarne, entro ventiquattro ore, le generalità all'autorità locale di pubblica sicurezza, specificando, in caso di assunzione, il servizio cui è adibito.

La comunicazione suddetta deve essere effettuata, entro tre giorni dalla data di entrata in vigore del presente decreto, da chi alla data stessa alloggia od ospita stranieri od apolidi.

In caso di inosservanza delle disposizioni suindicate, si applicano le pene previste dall'articolo precedente.

Il presente decreto entra in vigore nel quinto giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare come legge dello Stato.

Dato a Roma, addì 11 febbraio 1948

DE NICOLA

DE GASPERI — SCELBA — GRASSI

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 20 febbraio 1948
Atti del Governo, registro n. 17, foglio n. 122. — FRASCA

DECRETO LEGISLATIVO 12 febbraio 1948, n. 51.

Approvazione del nuovo statuto dell'Istituto per la Ricostruzione industriale (I.R.I.).

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 4 del decreto-legge luogotenenziale 25 giugno 1944, n. 151, con le modificazioni ad esso apportate dall'art. 3, comma primo, del decreto legislativo luogotenenziale 16 marzo 1946, n. 98;

Viste le disposizioni transitorie I e XV della Costituzione;

Visto l'art. 87, comma quinto, della Costituzione;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, di concerto con tutti i Ministri;

PROMULGA

il seguente decreto legislativo, approvato dal Consiglio dei Ministri con deliberazione del 6 febbraio 1948:

Art. 1.

L'Istituto per la Ricostruzione Industriale (I.R.I.) è un ente finanziario di diritto pubblico, con sede in Roma.

L'I.R.I. gestisce le partecipazioni ed attività patrimoniali da esso possedute.

Spetta al Consiglio dei Ministri di stabilire nell'interesse pubblico l'indirizzo generale dell'attività dell'Istituto.

Art. 2.

Il fondo di dotazione dell'Istituto è di lire 60 miliardi.

Art. 3.

L'Istituto per il conseguimento dei propri fini è autorizzato a compiere tutte le necessarie operazioni finanziarie con imprese delle quali lo Stato o l'Istituto stesso possegga partecipazioni azionarie e con enti di diritto pubblico i cui capitali di fondazione siano in tutto o in parte, direttamente o indirettamente, costituiti dallo Stato.

Esso può contrarre riporti su titoli ed effettuare anticipazioni su titoli di Stato o garantiti dallo Stato, anche presso l'Istituto di emissione, può fare anticipazioni su titoli industriali, sconti di effetti cambiari, rilascio di certificati di credito ed altre operazioni passive per procurarsi i necessari mezzi di tesoreria.

L'Istituto ha altresì facoltà di acquistare alla pari o sotto la pari le obbligazioni da esso emesse a sensi del successivo art. 4.

E' vietato all'Istituto di esercitare attività di raccolta del risparmio.

Art. 4.

L'Istituto può emettere obbligazioni in valuta legale rimborsabili in conformità dei relativi piani di ammortamento, eventualmente con clausola di anticipato riscatto parziale o totale. L'Istituto può anche emettere speciali serie di obbligazioni in corrispondenza di determinate partecipazioni azionarie possedute da costituire in gestione speciale a favore dei portatori di obbligazioni. Tali obbligazioni hanno la durata delle gestioni in corrispondenza delle quali sono emesse; ad esse può essere accordata, nelle forme di legge, la garanzia dello Stato, per il pagamento del capitale e degli interessi quando il Consiglio dei Ministri abbia riconosciuto che le corrispondenti operazioni compiute dall'Istituto hanno carattere di pubblico interesse.

Le obbligazioni devono portare la firma autografa o in fac-simile del presidente, di un amministratore e del presidente del Collegio sindacale, ovvero, nel caso di suo impedimento, d'altro sindaco. Le obbligazioni sono segnate con bollo secco dell'Istituto recante la dicitura « Istituto per la Ricostruzione Industriale » e lo stemma nazionale.

Le obbligazioni possono essere al portatore o nominative. E' ammesso il tramutamento dei titoli al portatore in nominativi e viceversa; le spese relative sono a carico del richiedente.

Le obbligazioni emesse dall'Istituto sono parificate, ad ogni effetto, alle cartelle di credito comunale e provinciale emesse dalla Cassa depositi e prestiti. Sono soggette soltanto al bollo di L. 2 per ogni titolo, con esenzione da qualsiasi altra tassa o tributo, presenti o future, a favore dell'Erario e degli Enti locali.

Esse sono ammesse di diritto alle quotazioni di borsa; sono comprese fra i titoli sui quali l'Istituto di emissione è autorizzato a fare anticipazioni e possono essere accettate quali depositi cauzionali presso le pubbliche Amministrazioni.

Art. 5.

Sono organi amministrativi dell'Istituto:

a) il presidente;
b) il vice presidente;
c) il Consiglio di amministrazione;
d) il Comitato di presidenza.

Art. 6.

Il presidente ed il vice presidente sono nominati con decreto del Capo dello Stato, promosso dal Presidente del Consiglio dei Ministri, sentito il Consiglio stesso. Durano in carica tre anni e possono, alla scadenza, essere confermati nella carica.

Il presidente ha la rappresentanza legale dell'Istituto di fronte a qualsiasi autorità giudiziaria e ammi-

nistrativa e di fronte ai terzi, con facoltà di conferire le necessarie procure.

Convoca e presiede il Consiglio di amministrazione ed il Comitato di presidenza.

Nei casi di urgenza ha facoltà di prendere provvedimenti di competenza del Comitato di presidenza al quale ne darà comunicazione nella prima seduta successiva.

Consente la cancellazione, la postergazione, la riduzione, la restrizione, le annotazioni e i subingressi nelle ipoteche, nei pegni e, in genere, qualsiasi formalità ipotecaria, senza alcuna limitazione e condizione di fronte ai terzi e al conservatore dei registri immobiliari.

Il presidente, sentito il Consiglio di amministrazione, propone al Presidente del Consiglio dei Ministri la nomina del direttore generale e, sentito il direttore stesso, nomina e revoca i funzionari e gli impiegati dell'Istituto ed emana tutti i provvedimenti concernenti il personale.

Egli ha facoltà di delegare i poteri di cui al 2° e 5° comma del presente articolo a uno o più funzionari, determinandone le attribuzioni.

Art. 7.

Il vice presidente coadiuva il presidente nell'espletamento delle sue funzioni e lo sostituisce con tutte le facoltà a lui spettanti, in caso di assenza o di impedimento.

Art. 8.

Il Consiglio di amministrazione dell'Istituto è composto:

a) del presidente;

b) del vice presidente;

c) di tre persone esperte in materia finanziaria e industriale nominate dal Presidente del Consiglio dei Ministri, sentito il Consiglio stesso;

d) del ragioniere generale dello Stato;

e) del direttore generale del Tesoro;

f) del direttore generale del Demanio;

g) del direttore generale dell'Industria;

h) di un rappresentante del Ministero delle poste e telecomunicazioni;

i) di un direttore generale della Marina mercantile;

l) del direttore generale della occupazione interna del Ministero del lavoro e della previdenza sociale;

m) di un direttore generale del Ministero della difesa.

I membri di cui alla lettera *c*) durano in carica tre anni e possono essere riconfermati.

Le funzioni di segretario del Consiglio di amministrazione sono affidate a persona, anche estranea all'amministrazione dell'Istituto, nominata dal Consiglio.

Il Consiglio è convocato dal presidente almeno una volta ogni mese. La convocazione è fatta mediante avviso al domicilio di ciascun consigliere e sindaco spedito non oltre il settimo giorno precedente quello dell'adunanza. L'avviso di convocazione deve contenere l'elenco degli argomenti da trattarsi. In casi di estrema urgenza, il termine di convocazione è ridotto a tre giorni nel quale caso la convocazione deve essere fatta a mezzo di telegramma.

Per la validità delle deliberazioni, occorre la presenza di almeno nove dei componenti il Consiglio. Le deliberazioni sono prese a maggioranza assoluta di voti; in caso di parità prevale il voto di chi presiede.

Art. 9.

Il Consiglio di amministrazione ha i più ampi poteri per la gestione dell'Istituto.

Più specialmente esso delibera su:

1) tutte le operazioni di assunzione e di vendita delle partecipazioni;

2) l'emissione di obbligazioni;

3) l'acquisto e la vendita di beni mobili e immobili necessari ai fini di una migliore gestione e realizzazione del patrimonio;

4) le transazioni, le cessioni e gli altri atti occorrenti per la realizzazione delle attività patrimoniali;

5) la redazione e la presentazione del bilancio ai sensi e per gli effetti dell'art. 14;

6) le iniziative da promuovere e gli altri provvedimenti che appaiono necessari per meglio rispondere ai compiti ed alle finalità dell'Istituto, sentiti i Comitati tecnici consultivi ai sensi dell'art. 11;

7) la presentazione al Consiglio dei Ministri delle proposte per le eventuali modifiche al presente statuto.

Art. 10.

Il Comitato di presidenza è costituito dal presidente, dal vice presidente e dai tre esperti di cui alla lettera *c*) dell'art. 8.

Art. 11.

Il Comitato è convocato dal presidente, il quale ne dà avviso a domicilio di ciascuno dei membri e del presidente del Collegio sindacale almeno tre giorni prima della adunanza.

Per la validità delle sue deliberazioni occorre la partecipazione di almeno tre dei componenti.

Le deliberazioni sono prese a maggioranza assoluta di voti e in caso di parità prevale il voto di chi presiede l'adunanza.

Il Comitato di presidenza delibera sulle materie delegate dal Consiglio di amministrazione e, nei casi di urgenza, anche su quelle di competenza del Consiglio stesso esclusi i numeri 1, 2 e 3 del precedente art. 9.

Il Comitato riferisce al Consiglio sulle deliberazioni adottate nella prima adunanza successiva.

Art. 12.

Le deliberazioni del Consiglio di amministrazione e del Comitato di presidenza sono fatte constare su appositi registri da verbali che, dopo l'approvazione del Consiglio di amministrazione e del Comitato seduta stante o nella seduta immediatamente successiva a quella cui il verbale si riferisce, sono autenticate con la firma del presidente e del segretario o di chi ne fa o ne abbia fatto le veci.

Anche le deliberazioni del presidente sono fatte constare da verbali trascritti in registro a parte e firmati dal presidente e dal segretario.

Dei verbali relativi alle deliberazioni di che al presente articolo il segretario può rilasciare, previa autorizzazione del presidente, copie od estratti che fanno prova di fronte a qualsiasi autorità giudiziaria e amministrativa e di fronte ai terzi.

Art. 13.

Con deliberazione del Consiglio di amministrazione possono essere istituiti Comitati tecnici consultivi per dar parere sulla migliore organizzazione delle aziende

controllate dall'Istituto per la Ricostruzione Industriale e sulle più importanti trasformazioni di processi produttivi da attuarsi nelle aziende stesse, nonchè in tutti gli altri casi nei quali il Consiglio di amministrazione, il Comitato di presidenza e il presidente lo ritengano necessario.

I membri dei Comitati possono essere scelti anche fra persone estranee al Consiglio di amministrazione.

Art. 14.

Il Collegio dei sindaci dell'Istituto è costituito:

a) da un magistrato della Corte dei conti, di grado non inferiore al 5° che lo presiede;

b) da un avvocato dello Stato;

c) da un rappresentante del Ministero delle finanze, di grado non inferiore al 5°;

d) da un rappresentante del Ministero del tesoro, di grado non inferiore al 5°;

e) da un rappresentante della Ragioneria generale dello Stato, di grado non inferiore al 5°.

Sono inoltre nominati due sindaci supplenti in rappresentanza rispettivamente della Ragioneria generale dello Stato e della Corte dei conti.

I sindaci durano in carica tre anni e, alla scadenza di tale periodo, possono essere riconfermati.

I sindaci esercitano il controllo sulla gestione contabile, amministrativa e finanziaria dell'Istituto e sulla osservanza delle disposizioni di legge e dello statuto; assistono alle riunioni del Consiglio di amministrazione; attestano la veridicità dei bilanci e dei prospetti di emissione delle obbligazioni.

Possono, in ogni tempo, esaminare i libri contabili dell'Istituto e le documentazioni relative a ciascuna scritturazione.

Art. 15.

Il Ministro per il tesoro, di concerto con quello per l'industria e commercio, determina, anno per anno, gli emolumenti da corrispondere al presidente, ai membri del Consiglio di amministrazione, ai componenti dei Comitati tecnici consultivi, al presidente del Collegio sindacale e ai sindaci dell'Istituto.

Art. 16.

L'amministrazione dell'Istituto è regolata ad anno solare.

Il bilancio annuale chiuso al 31 dicembre di ogni anno è presentato per l'approvazione entro il mese di aprile dell'anno successivo, al Ministro per il tesoro insieme con le relazioni del Consiglio di amministrazione e del Collegio sindacale.

Esso è comunicato al Consiglio dei Ministri e, in allegato al conto consuntivo dello Stato, alle Camere.

Art. 17.

Il conto profitti e perdite registra esclusivamente gli avanzi e i disavanzi netti derivanti dai proventi di gestione (dividendi, sconti, interessi attivi, provvigioni, ecc.) dedotti gli oneri di esercizio (interessi passivi, spese di amministrazione, oneri tributari, ecc.).

Art. 18.

Gli utili netti annuali, determinati ai sensi del precedente articolo, sono destinati come appresso:

il 20 % alla formazione del fondo di riserva ordinaria;

il 15 % a un fondo per gli scopi di cui al successivo art. 24;

il residuo 65 % al Tesoro dello Stato a rimborso del fondo di dotazione e dei contributi assegnati dal Tesoro all'Istituto. Dopo che sia completato tale rimborso, il predetto 65 % è destinato a costituire una riserva straordinaria.

Art. 19.

La riserva ordinaria è destinata ad ammortizzare eventuali perdite di esercizio.

Nel caso che le perdite di esercizio dovessero risultare superiori alla riserva ordinaria, la differenza deve essere coperta negli esercizi successivi prima di addivenire a qualunque altra destinazione degli utili.

Art. 20.

L'importo del maggior valore realizzato durante ogni esercizio dalla alienazione di partecipazioni azionarie e dall'incasso su crediti rispetto ai prezzi di bilancio non è portato tra i proventi di esercizio, ma costituisce riserva speciale destinata a compensare eventuali perdite per alienazioni di partecipazioni azionarie od a rimborso di debiti che si verificassero negli esercizi successivi.

Art. 21.

A norma dell'art. 6 il direttore generale è nominato con decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri. Egli, alle immediate dipendenze del presidente dell'Istituto, cura la esecuzione delle deliberazioni del Consiglio di amministrazione e del Comitato di presidenza e soyraintende al funzionamento dei servizi ed uffici dell'Istituto.

Egli assiste, con voto consultivo, alle riunioni del Consiglio di amministrazione, del Comitato di presidenza e dei Comitati tecnici consultivi.

Nei casi di urgenza, prende nei confronti del personale i provvedimenti necessari, riferendone al presidente.

Art. 22.

Con la qualità di funzionario o impiegato dell'Istituto è incompatibile qualsiasi impiego privato o pubblico e l'esercizio di qualunque professione o commercio o industria.

I funzionari ed impiegati non possono coprire cariche di consiglieri di amministrazione, di liquidatori e di sindaci di società ed enti di qualsiasi natura, salvo che ciò sia ritenuto necessario nell'interesse dell'Istituto. Ove non esista questa condizione, è necessaria l'autorizzazione scritta del presidente. In ogni caso gli emolumenti percepiti dai funzionari ed impiegati per le suddette cariche debbono essere riversati all'Istituto.

L'Istituto può avvalersi, per specifiche attribuzioni, di persone di fiducia con compensi da fissarsi dal presidente, in relazione ai servizi prestati.

Art. 23.

La firma spetta al presidente e, in caso di sua assenza o impedimento, al vice presidente dell'Istituto. Spetta anche, congiuntamente, al direttore generale e al vice direttore generale se nominato, con uno dei direttori centrali e condirettori centrali.

La facoltà di firma può anche essere data, in via temporanea, dal Consiglio di amministrazione, sentito il direttore generale, ad altri funzionari, in considerazione dei compiti loro affidati e delle esigenze dell'amministrazione.

Di fronte ai terzi gli atti muniti delle firme sopraindicate si intendono compiuti in conformità alle deliberazioni ed alle autorizzazioni e approvazioni richieste dal presente statuto, senza che occorra darne particolare dimostrazione.

Per gli atti di esecuzione delle deliberazioni del Consiglio di amministrazione e del presidente, nonchè per gli atti di ordinaria amministrazione dell'Istituto — ivi comprese le girate delle cambiali, la emissione di assegni, la girata di titoli azionari, le quietanze di vaglia o altri titoli di credito, l'accensione di depositi, gli ordini di pagamento, le deleghe per le partecipazioni ad assemblee sociali — possono firmare, sempre congiuntamente due a due, i direttori centrali e condirettori centrali o uno di essi con uno dei funzionari a cui sia delegata la firma a norma del comma 3° del presente articolo.

Art. 24.

Il 15 % degli utili, di cui al 3° capoverso del precedente art. 18, è devoluto a un fondo speciale da utilizzare in iniziative per la preparazione di elementi da avviare alle carriere direttive industriali, nonchè nelle opere di preparazione professionale e tecnica e di assistenza sociale.

Possono, fra l'altro, essere istituiti e sussidiati laboratori e corsi di tecnica industriale o aziendale.

Le norme di carattere generale per il conseguimento dei suesposti fini sono determinate dal Consiglio di amministrazione dell'Istituto, il quale stabilisce annualmente la entità delle somme da erogare.

All'applicazione delle norme e all'assegnazione delle somme provvede il direttore generale.

La vigilanza sulla proficua utilizzazione delle somme assegnate, l'istruttoria delle iniziative e proposte da sottoporre al Consiglio di amministrazione e la trattazione delle pratiche amministrative e contabili relative alla gestione del fondo speciale di che al primo comma del presente articolo e delle somme dal Consiglio assegnate per il raggiungimento degli scopi di che trattasi, sono affidate ad uno speciale ufficio.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare come legge dello Stato.

Dato a Roma, addì 12 febbraio 1948

DE NICOLA

DE GASPERI — EINAUDI — SARAGAT — PACCIARDI — TOGNI — SFORZA — SCELBA — GRASSI — PELLA — DEL VECCHIO — FACCHINETTI — GONELLA — TUPINI — SEGNI — CORBELLINI — D'ARAGONA — TREMELLONI — FANFANI — MERZAGORA — CAPPA

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 19 febbraio 1948
Atti del Governo, registro n. 17, foglio n. 121. — FRASCA

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRIMA PRESIDENZA DELLA CORTE SUPREMA DI CASSAZIONE

Costituzione dell'Alta Corte per la Regione siciliana

IL PRIMO PRESIDENTE
DELLA CORTE SUPREMA DI CASSAZIONE

Letta la nota dell'on. Presidente dell'Assemblea Regionale Siciliana, in data 23 ottobre 1947, n. 1911, con la quale si comunicava che l'Assemblea suddetta aveva nominato quali componenti dell'Alta Corte istituita in Roma dall'art. 24 del regio decreto legislativo 15 maggio 1946, n. 455, i signori:

1) Sturzo prof. don Luigi, membro effettivo;
2) Orlando avv. prof. Vittorio Emanuele, membro effettivo;
3) Selvaggi avv. Giovanni, membro effettivo;
4) Catinella Salvatore, membro supplente.

Lette le note 12 dicembre 1947, n. 1129, e 20 dicembre 1947, n. 1129/2 dell'on. Presidente dell'Assemblea Costituente con le quali si comunicava che l'Assemblea predetta aveva eletto a componenti dell'Alta Corte suddetta i signori:

1) Ortona avv. Augusto, membro effettivo;
2) Merlin on. avv. Umberto, membro effettivo;
3) Bracci on. prof. Mario, membro effettivo;
4) Vassalli prof. Filippo, membro supplente.

Rilevato che i sei membri effettivi dell'Alta Corte, nell'adunanza dell'11 gennaio 1948, hanno eletto a presidente l'on. avv. Ivanoe Bonomi ed a procuratore generale il dottor Salvatore Messina;

Letto il relativo processo verbale in data 11 gennaio 1948 e viste le schede di votazione;

Constatata la regolarità di tutte le operazioni;

Letto l'art. 2, terzo comma, del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 15 settembre 1947, n. 942;

Dichiara

costituita l'Alta Corte per la Regione siciliana, prevista dall'art. 24 dello Statuto della Regione siciliana, approvato con il regio decreto legislativo 15 maggio 1946, n. 455, nel modo seguente:

on. avv. Ivanoe Bonomi, presidente;
dott. Salvatore Messina, procuratore generale.

Membri effettivi:
prof. Bracci Mario;
on. avv. Merlin Umberto;
avv. prof. Orlando Vittorio Emanuele;
avv. Ortona Augusto;
avv. Selvaggi Giovanni;
prof. Sturzo don Luigi.

Membri supplenti:
Catinella Salvatore;
prof. Vassalli Filippo.

Copia del presente decreto sarà trasmessa al Presidente del Consiglio dei Ministri ed al Presidente Regionale per la pubblicazione, rispettivamente nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed in quella della Regione.

Dato a Roma, addì 21 gennaio 1948

Il Cancelliere capo: CESAREO *Il Primo Presidente*: A. FERRARA

(752)

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'ALIMENTAZIONE

Disposizione n. 3 sulla disciplina del trasporto del riso lavorato e dei sottoprodotti del riso della campagna 1947

A seguito della disposizione n. 2 sulla disciplina del trasporto del riso lavorato e dei sottoprodotti del riso della campagna 1947, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* del 29 gennaio 1948, n. 23, con la quale sono state stabilite norme per il trasporto del riso lavorato e dei sottoprodotti del riso per la campagna 1947, si comunica, in allegato, il fac-simile del modello 500-*B*, previsto dalla stessa disposizione a giustificazione del trasporto dei sottoprodotti del riso.

Roma, addì 17 febbraio 1948

L'Alto Commissario: RONCHI

(Verso) Mod. 503-A

ENTE NAZIONALE RISI - MILANO

Ordinativo di consegna di sottoprodotti del riso

(Art. 15 D. L. del Capo provvisorio dello Stato 30 maggio 1947, n. 489 pubblicato nella « Gazzetta Ufficiale » n. 184 del 16 giugno 1947).

Riseria venditrice . . . .

Compratore . . . .

QUANTITÀ (in q.li)	QUALITÀ	PREZZO (per q.le)	CONTINGENTE
. . . .	. . . .	. . . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . . .	. . . .

Tele. . . . .
Pagamento . . . .
Merce resa . . . .
Spedizione { *da effettuarsi all'indirizzo* . . . . / *fermo stazione ferroviaria di* . . . . / *abbinata con* . . . .

Data . . . .

ENTE NAZIONALE RISI

ORDINATIVO . . . .

(Retro)

1 - La presente autorizzazione è valida per giorni ______ e ore ______ dalla data di partenza.

INDICAZIONI DA APPORRE ALL'ATTO DELLA PARTENZA DEL CARICO

2 - L'itinerario da seguire è il seguente . . . .

3 - Numero dei colli ______ (in lettere)

4 - Peso in quintali ______ (in lettere)

5 - Numero del vagone o targa dell'autocarro ______

6 - La partenza si effettua OGGI ______ (giorno e mese in lettere)

7 - Alle ore ______ (in lettere)

8 - Firma e timbro della riseria speditrice . . . . . .

9. — Firma del trasportatore . . . .

Visto del Comandante la Stazione dei Carabinieri per la convalida del giorno e mese di partenza e della firma e timbro della riseria speditrice. { Timbro } Data . . . . Firma. . . . .

INDICAZIONI DA APPORRE DALL'ASSEGNATARIO ALL'ATTO DEL RICEVIMENTO DELLA MERCE

10 - Data di arrivo . . . .

11 - Firma del ricevente . . . .

Visto del Comandante la Stazione dei Carabinieri per la convalida del giorno e mese di arrivo e della firma del ricevente la merce. { Timbro } Data . . . . Firma. . . . .

AVVERTENZE — I carichi per i quali non sono fornite *tutte* le indicazioni richieste dalla presente autorizzazione al trasporto, o quelli che si trovano in condizioni non rispondenti alle indicazioni stesse, sono considerati in infrazione e sottoposti alle sanzioni previste dalla legge.

Il quantitativo di riso trasportato nel viaggio descritto nel primo specchietto, non può superare il quantitativo indicato nella facciata dell'autorizzazione, nè risultare inferiore o superiore a quello indicato al punto 4 dello specchietto citato.

Per le spedizioni per ferrovia, la presente autorizzazione deve essere unita alle lettere di vettura.

Subito dopo l'arrivo, la presente autorizzazione firmata dal destinatario deve da questi essere rimessa alla « Sepral » della provincia di destino che la inoltrerà alla Direzione dell'Ente Nazionale Risi - Milano.

Mod. 503-B

ENTE NAZIONALE RISI - MILANO

ORDINATIVO

Autorizzazione al trasporto di sottoprodotti del riso

(Art. 15 D. L. del Capo provvisorio dello Stato 30 maggio 1947, n. 489 pubblicato nella « Gazzetta Ufficiale » n. 184 del 16 giugno 1947).

In esecuzione dell'ordinativo di consegna sopra citato, si autorizza il prelievo ed il trasporto di sottoprodotti del riso, quintali: ______

Dalla riseria . . . .
Località di partenza . . . .
Alla ditta . . . .
Località di destino . . . .

Il trasporto si svolgerà secondo le indicazioni di cui allo specchietto riportato nel retro.

Data . . . .

ENTE NAZIONALE RISI

. . . .

VISTI DEGLI AGENTI DURANTE IL TRASPORTO

DATA	ORA	LOCALITÀ	CORPO CUI APPARTIENE L'AGENTE	FIRMA DELL'AGENTE
. . . . .	. . . .	. . . . . .	. . . .	. . . . . .
. . . . .	. . . .	. . . . . .	. . . .	. . . . . .
. . . . .	. . . .	. . . . . .	. . . .	. . . . . .
. . . . .	. . . .	. . . . . .	. . . .	. . . . . .
. . . . .	. . . .	. . . . . .	. . . .	. . . . . .

Mod. 503-C

CARTOLINA DI CONTROLLO

all'ENTE NAZIONALE RISI
UFFICIO DISTRIBUZIONE

ORDINATIVO

MILANO
PIAZZA PIO XI, N 1.

Data . . . .

Spett.
ENTE NAZIONALE RISI
MILANO

Si comunica che l'" Autorizzazione al trasporto ,, portante il numero segnato a tergo è stata in data odierna vistata in partenza da questo Comando, per un quantitativo di q.li. . . . .

Timbro del Comando della Stazione dei Carabinieri

FIRMA DEL COMANDANTE LA STAZIONE DEI CARABINIERI
. . . .

(757)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Apice ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 8 novembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 17 gennaio 1948, registro n. 1 Interno, foglio n. 366, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Apice (Benevento), di un mutuo di L. 490.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(712)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Termoli ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 25 novembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 17 gennaio 1948, registro n. 1 Interno, foglio n. 363, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Termoli (Campobasso), di un mutuo di L. 2.168.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(713)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Giarre ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 27 novembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 17 gennaio 1948, registro n. 1 Interno, foglio n. 365, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Giarre (Catania), di un mutuo di L. 767.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(714)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Sommatino ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 14 novembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 17 gennaio 1948, registro n. 1 Interno, foglio n. 362, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Sommatino (Caltanissetta), di un mutuo di L. 2.030.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(715)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Chiavari ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 30 ottobre 1947, registrato alla Corte dei conti il 17 gennaio 1948, registro n. 1 Interno, foglio n. 359, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Chiavari (Genova), di un mutuo di L. 12.000.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(716)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Meta ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 31 ottobre 1947, registrato alla Corte dei conti il 17 gennaio 1948, registro n. 1 Interno, foglio n. 357, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Meta (Napoli), di un mutuo di L. 1.164.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(717)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Diffida per smarrimento di diploma di laurea

Il dott. Samuele Goldmacher di Elcun, nato a Bendery (Bessarabia) nel 1915, ha dichiarato di avere smarrito il proprio diploma di laurea in medicina e chirurgia, conseguito presso l'Università di Torino nel 1939.

Se ne dà notizia ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo alla Università di Torino.

(685)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA E DEL COMMERCIO

Deformazione di marchi d'identificazione per metalli preziosi

Si comunica che sono stati deformati i marchi d'identificazione per metalli preziosi della cessata ditta Capaccioli Gustavo già esercente in Firenze.

Tali marchi recavano il n. 110.

(671)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Accreditamento di notai

Con decreti Ministeriali 23 luglio 1947 i notai Angelo Angotti, Vladimiro Capasso, Gioacchino Colizzi ed Emanuele Dragonetti sono stati accreditati per le operazioni da eseguirsi presso la Direzione generale del debito pubblico.

Roma, addì 12 febbraio 1948

Il direttore generale: DE LIGUORO

(771)

CONCORSI

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

ENTE NAZIONALE DI PREVIDENZA ED ASSISTENZA PER I DIPENDENTI STATALI

Riapertura del termine per la presentazione delle domande, per i soli invalidi di guerra, a concorsi per titoli nella carriera sanitaria dell'Ente nazionale di previdenza ed assistenza per i dipendenti statali.

Con delibera n. 1058 del 15 febbraio 1948 il termine per la presentazione delle domande per il concorso per titoli a un posto di ispettore generale (grado 2°, gruppo *A*) della carriera sanitaria e per il concorso per esami a 7 posti di medico aggiunto della carriera sanitaria, pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 220 del 25 settembre 1947, chiuso alla data del 31 dicembre 1947, è riaperto, per i soli invalidi di guerra, sino al 15 marzo 1948.

Il Commissario: FERDINANDO CARBONE

(772)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.